

Check against delivery



**ORAL STATEMENT OF MICHEL FORST
SPECIAL RAPPORTEUR ON THE SITUATION OF HUMAN RIGHTS
DEFENDERS**

34th session of the Human Rights Council

GENEVA, 2 March 2017



Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur de m'adresser à vous aujourd'hui en tant que Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et d'engager avec vous un dialogue constructif sur la question difficile de la protection effective de celles et ceux qui sont en grand danger dans le monde.

Je suis désolé de devoir vous dire que le rapport que vous avez reçu et dont nous allons parler aujourd'hui n'est pas le rapport que j'avais préparé. À l'approche de la fin du premier mandat, je voulais partager avec vous de manière très personnelle les activités que j'ai réalisées au cours de la dernière année et vous donner un aperçu plus large des activités que je compte entreprendre lors des trois prochaines années si vous décidez de renouveler mon mandat. Malheureusement, et malgré mes nombreuses protestations, le format de mon rapport a été modifié sans mon accord pour le transformer en un rapport impersonnel. Je le regrette profondément et je souhaiterais que soit clarifié pour le futur le statut des rapports des titulaires de mandat. Ou bien nous sommes des experts indépendants et alors il faut que notre indépendance soit respectée, ou alors nous sommes placés sous une autorité supérieure et alors il faut nous dire laquelle et nous en informer lorsque nous sommes choisis par le Conseil.

L'une des tâches confiées à mon mandat par ce Conseil est le suivi de la situation des défenseurs des droits humains dans le monde entier, en attirant l'attention sur les violations alléguées et en communiquant de manière régulière avec les États.

Comme vous le verrez dans mon rapport d'observation (A / HRC / 34/52 / Add.1), l'année dernière, j'ai envoyé un total de 245 communications à 115 États, portant sur la situation de 768

personnes et publié environ 70 communiqués de presse. Je les ai faites individuellement et en collaboration avec d'autres titulaires de mandat en unissant nos efforts pour atteindre des objectifs communs.

Le taux de réponse aux communications envoyées au cours de la période visée par le rapport a été de 44 pour cent, ce qui est légèrement inférieur à celui de la période précédente. Il y a eu une amélioration du taux de réponse des États de la région des Amériques. Le taux de réponse est un indicateur important de l'engagement des États dans mon mandat. Je remercie tous les gouvernements qui ont fourni des réponses de fond aux communications envoyées et j'encourage d'autres États à répondre en temps voulu.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'une des tâches les plus importantes de mon mandat est d'engager un dialogue et une coopération durables avec les gouvernements, la société civile et les autres parties prenantes. À cette fin, je mène de vastes consultations thématiques, des visites académiques ainsi que des visites officielles dans les pays.

2016 a été une année particulièrement fructueuse en termes de visites officielles. J'ai effectué 4 missions en Azerbaïdjan, en Hongrie, en Australie et au Mexique. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer ma gratitude aux Gouvernements de ces États pour avoir accepté et accueilli les visites et pour leur pleine participation et coopération avec mon mandat.

Je suis actuellement en consultation avec le Gouvernement de la Serbie, ainsi qu'avec les autorités du Kosovo, pour donner suite à une visite effectuée par ma prédécesseure, Mme Hina Jilani, en 2007. Je suis également en pourparlers avec le Gouvernement du Pérou pour organiser une visite officielle au cours du second

semestre de 2017. J'ai également reçu une invitation orale du Premier ministre de la République Démocratique du Congo que j'espère voir confirmer bientôt par écrit. J'ai en outre envoyé des demandes de visites aux autorités d'Israël et à l'État de Palestine.

Vous le savez, mon engagement avec les pays ne prend pas fin à la fin de la visite. Au-delà du rapport de fin de mission et du partage de mes conclusions et recommandations, je continue d'offrir aux États une étroite coopération et des conseils pour améliorer la situation des défenseurs des droits humains.

Pour cette session, je vous présente deux rapports sur les visites officielles que j'ai effectuées en Azerbaïdjan et en Hongrie.

Mes observations préliminaires sur les visites en Australie et au Mexique ont déjà été discutées avec les gouvernements respectifs. Les rapports de fin de mission sont maintenant accessibles au public sur mon site. Le Conseil recevra mes rapports finaux sur ces visites à sa 37e session en mars 2018.

En février 2016, j'ai effectué une visite officielle en Hongrie. Mon estimation globale est que les défenseurs des droits humains en Hongrie peuvent travailler dans un environnement sûr mais tendu. J'ai été impressionné par la diversité, le dynamisme et la compétence manifestés par la société civile hongroise. Cependant, il est alarmant de constater que les défenseurs des droits humains opèrent dans un environnement de plus en plus polarisé et très politisé.

Les défenseurs en Hongrie sont exposés à de graves difficultés qui, dans certains cas, peuvent constituer des violations de leur droit légitime de promouvoir et de défendre les droits humains. J'ai été frappé par les campagnes de dénigrement menées parfois de source officielle sur le rôle que jouent les défenseurs.

Je tiens expressément à mettre en garde les autorités de Hongrie contre l'utilisation de la législation pour réglementer excessivement, miner ou entraver le travail des défenseurs des droits humains. De nombreux défenseurs sont également privés de sources de financement par les autorités du fait de modifications imposées aux organisations non gouvernementales pour recevoir des financements de l'étranger. Une tendance lourde que l'on voit arriver dans de nombreux pays.

J'encourage le gouvernement à éliminer les obstacles que certaines législations récentes mettent sur les activités légitimes des défenseurs et à désigner des points focaux au sein des institutions pour surveiller la situation des défenseurs dans leur pays. Ce mandat est prêt à guider et à aider le gouvernement, les défenseurs et les autres parties prenantes à prendre des mesures concrètes pour répondre aux autres recommandations qui ont été avancées dans mon rapport.

En septembre 2016, j'ai effectué une visite officielle en Azerbaïdjan, dont vous trouverez l'évaluation dans mon rapport.

Après avoir soigneusement examiné les informations reçues du gouvernement, de la société civile et d'autres parties prenantes, je suis au regret de dire que les défenseurs des droits humains en Azerbaïdjan ne sont pas en mesure de fonctionner dans un environnement sûr et propice. Ils sont de plus en plus en situation de risque et ne se sentent pas en sécurité en raison d'une législation restrictive, de la criminalisation de leurs activités et du manque d'accès effectif à la justice. La stigmatisation menée par les hauts fonctionnaires et les médias non seulement les désavoue, mais elle les expose à des risques accrus. Ils font face à des campagnes de dénigrement visant à discréditer leur travail, en les assimilant souvent à une opposition politique, ou en les qualifiant de traîtres. La surveillance intrusive et le contrôle exercé par les

pouvoirs publics sont des facteurs supplémentaires qui entravent leurs activités. Plusieurs défenseurs des droits humains, des dizaines d'ONG, leurs dirigeants, leurs salariés et leurs familles ont fait l'objet de poursuites administratives et pénales dans le cadre de leurs activités légitimes en matière de droits humains.

Dans de nombreux cas, les défenseurs ont été attaqués, menacés, traduits en justice et condamnés sous la forme de charges politiques ou artificielles.

Je saisis cette occasion pour exhorter le Gouvernement azerbaïdjanais à adopter une ligne de conduite corrective et à prendre des mesures urgentes et concrètes pour relever ces défis. En même temps, je suis disposé à poursuivre le dialogue constructif avec le gouvernement et à continuer à fournir un appui consultatif supplémentaire dans l'examen et la mise en œuvre des recommandations formulées dans mon rapport.

Distinguished delegates,

I have almost completed three years on the mandate, and in my new thematic report (A/HRC/34/52) I am sharing with you the activities that I have undertaken in the past year and a broader overview of the three years as mandate holder. It includes my overall observations regarding the situation of human rights defenders in the world and major threats and risks which they face. It also puts forward ideas, plans and aspirations as to how the international community and my mandate could improve its working methods for addressing the increasing challenges all over the world.

Over the past years the threats and constraints faced by human rights defenders have been steadily growing and changing. In many countries, albeit to different extents, it remains extremely dangerous or challenging for human rights defenders to operate

freely and openly. Just a year ago Berta Caceres was murdered. How many more defenders have been killed since then? Rigoberto Lima Choc, Dionel Campos, Kenji Goto, Daud Ali Omar and so many more. Hundreds actually. What has been done to stop these murders and the escalation of violence? I must admit I feel deeply frustrated to see that all these lives could have been spared. Their communities, their countries, we all have lost those courageous individuals whose only hope was to make our lives better.

Today, it is no longer a matter of recognizing the dramatic nature of the situation experienced by many defenders. This reality has been observed, denounced and relayed by many actors. There is an urgent need and duty imposed on us to act.

The assessment has been made many times by my mandate as well as by many other stakeholders. We know the multiple forms of threats and risks facing defenders. Arbitrary arrests, detention, judicial harassment, stigmatisation, travel bans, threats, intimidation, and smear campaigns remain some of the most common violations observed. I am deeply disturbed at the persistent and steadily increasing pattern of attacks and killings of defenders who oppose the interests of powerful businesses, local politicians and elites, as well as armed and criminal groups.

I wish to highlight the extremely worrying increase in acts of intimidation and reprisals against human rights defenders for their cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights, including the Human Rights Council, its special procedures, the universal periodic review mechanism and treaty bodies, as well as regional human rights mechanisms. I welcome the appointment of Andrew Gilmour as focal point on reprisals and as stated in my report, I encourage him to develop investigations and follow up on specific cases.

Some groups of defenders are particularly vulnerable due to the very nature of the rights they are defending, their own identity or the specificities of their work. These include women defenders, LGBTI rights defenders, bloggers, judges and lawyers, journalists, community and indigenous leaders as well whistle-blowers or those who defend migrants or minorities rights. The list is long and still not exhaustive. I believe more work can be done so as to develop holistic and participatory approaches to better protect these groups at risk.

In this context, I wish to commend the Human rights Council on adopting resolution 31/32 on Protecting human rights defenders addressing economic, social and cultural rights at its 31st session in 2016. The resolution is a major step towards recognising and protecting particularly exposed groups of human rights defenders. And I intend to report to the Council in my next reports on how I have been able to implement the resolution and involve my colleagues SR working on ESC rights.

Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

I am convinced that in the vast majority of cases, attacks on defenders are not isolated acts but genuine and concerted attacks and attempts to silence those who try to bring to life the ideals and principles enshrined in the Universal Declaration of Human Rights and the international Bill of Human Rights.

Today, more than ever, we need to be more proactive and creative in dealing with these threats which target individuals, and through them, entire societies.

Addressing the rampant level of impunity for the violence committed against defenders should be a matter of utmost priority. Identifying institutional gaps and the factors feeding

impunity are primordial requirements. Political will is also necessary to take preventive action and carry out investigations when needed.

Way too often statements and commitments are not translated into concrete measures on the ground. Follow-up on the implementation of human rights commitment

It is also crucial to make our shared 'human rights language' accessible to all. The rise of intolerance towards defenders is partly due to the fact that ordinary people are often unfamiliar with their rights and the role of those who defend and protect them. All too often we remain locked in institutional or legal jargon, while explaining and advocating for the protection of defenders. This contributes to perpetuating misconceptions about the constant struggles faced by these ordinary heroes. We all have the responsibility to make it understandable that human rights are vital for each one of us.

Dissemination and implementation of good practices in the protection of human rights defenders is equally important. My 2016 thematic report to the Council included comprehensive guidance on protection initiatives that have been found effective in strengthening the resources and capacities of defenders, as well as fostering an enabling environment and supporting their protection. Still, more can be done to link emergency responses to long-term and preventive approaches, to reach those who are still isolated from the human rights community and to create a better synergy between peers, between stakeholders and between local, national and international levels.

Distinguished delegates,

Defenders often make unthinkable sacrifices, including, sometimes putting their lives and the safety of their families at risk. They take

these risks so that the rest of us can have access to basic rights, which, let's be frank, we often tend to take for granted. And when defenders are attacked, democracy itself is ultimately threatened.

It is the very essence of this mandate to ensure that every effort is made within every country and territory to exclude a situation when a person loses his life or his liberty for having defended human rights and human dignity.

As the Special Rapporteur on the situation of human rights defenders, I have often been asked to remain a 'watchdog', an alerting voice and a recourse mechanism for human rights defenders who are playing a crucial role. Faced with an increase in populism, nationalism and fundamentalism all over the world, I am convinced that my mandate continues to have a vital mission to fulfil.

Next year, in 2018 we'll celebrate the 20th anniversary of the UN Declaration on Human Rights Defenders. This is a unique opportunity to gather, to reflect and to remember the original spirit of this fundamental text. Many organisations and institutions are currently planning their activities for the year to come. Many states have already included this anniversary in their strategies and are planning campaigns. Some organisations and institutions are already thinking of organising a world summit on human rights defenders to look at what has been achieved in 20 years. But also to look at the gaps and failures with a view to propose alternatives measures to protect defenders. The key message for all stakeholders would be for me to change the narrative on defenders and show the crucial and positive role that they play to protect our rights, our planet. They are agents of change, agent of development for countries and should be praised for their work.

Thank you for your attention.